NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Hôpital Pitié-Salpêtrière

Lundi 5 avril 2021

Congés, télétravail, chômage partiel, toujours à nous de payer ?

Le troisième confinement annoncé par Macron la semaine passée consiste à fermer crèches, écoles, collèges et lycées et à bouleverser le calendrier scolaire en avançant les vacances pour imposer une seule et même zone pour tous. Voilà un nouveau casse-tête, voire une catastrophe, pour tous les parents qui travaillent. Les gosses à la maison, ça veut dire qu'il faut trouver à les garder ou les faire garder. Télétravailler avec eux dans les jambes ? Leur assurer « l'école à la maison » ? Et comme toujours, les inégalités sociales se creusent : les enfants de milieu populaire, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques adaptés à un enseignement à distance, vont le payer au prix fort.

Toujours au bon gré patronal ?

Avec ce nouveau calendrier scolaire, le télétravail est censé devenir la règle… mais au bon vouloir des patrons. Ici les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot, là il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi devraient être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là… Et le chômage partiel idem : avec les amputations de paie à la clé. Et le patron s'invite même à la maison puisque, avec le télétravail, la salle à manger ou la cuisine vont devenir une annexe de l'entreprise !

La direction de Renault (et elle n'est pas la seule) s'autorise à donner des bons conseils aux salariés dans une note : « afficher un emploi du temps sur le frigo familial », « planifier des activités, manuelles par exemple, durant lesquelles les enfants seront autonomes et vous, vous pourrez travailler en toute sérénité ». Tenir une demi-heure sans avoir à gérer un bobo ou une dispute, sans blague ? D'autres idées patronales fusent encore : « Pas de cantine pendant le confinement ? Profitez-en pour répartir les tâches et responsabiliser davantage les enfants en leur en affectant certaines. » Tiens donc !

On n'ignore pas la catastrophe sanitaire

Bien sûr, les presque 100 000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, imposent des mesures d'urgence. Mais pas ces demi-mesures qu'on nous impose depuis maintenant plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands d'entre eux qui s'autorisent à licencier en masse.

Du côté de Macron, ce ne sont que des annonces mensongères. Promesse de rouvrir tous les lieux publics à partir de la mi-mai, promesse de vacciner, promesse de monter de 7 000 à 10 000 lits de réanimation alors que dans de grands hôpitaux comme Beaujon-Bichat à Paris, c'est la suppression de 400 lits qui est programmée.

À mesure que la pandémie progresse, elle tue autour de chacun et chacune d'entre nous. Dans une lettre ouverte à Macron et son ministre de l'Éducation, Blanquer, les enseignants du lycée Eugène Delacroix de Drancy (93) alertent sur le décès de vingt parents d'élèves depuis un an. L'hécatombe est, en France comme ailleurs, plus importante parmi les pauvres que parmi les riches. Et dans les hôpitaux, le retour du « tri » des patients est une réalité à peine masquée.

À trop ronger notre frein, ça va partir en roue libre !

Et l'hécatombe augmente. Parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans des transports souvent bondés pour s'y rendre. Parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits qui interdisent la circulation du virus. Et parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies, la charge de l'épidémie ayant pesé de façon inversement proportionnelle à la place occupée dans la société : plus on est pauvre, précaire, vulnérable, et plus on trinque. Ça ne durera pas éternellement. La colère monte.

Le self transformé en Réa : un mauvais poisson d'avril ?

Non non, il ne s'agit pas d'un poisson d'avril, la direction a bien décidé de fermer le self de la Salpêtrière pour le transformer en salle de tri des patients en attendant leur accès à une salle de réanimation, dans l'hôpital ou ailleurs. Quel bricolage !

Difficile de pas y voir une pure opération de commmunication ! Les travaux sont faits de toute urgence, en mode branlebas de combat, alors que l'opération est dérisoire, à côté de ce qui pourrait être fait. On parle de 40 lits, alors que rien a été fait depuis le printemps dernier pour rouvrir les lits de Réa (et les autres !) fermés après le pic, et alors que des services, voire des hôpitaux entiers, sont en train d'être fermés en ce moment même :

- l'hôpital Jean Verdier à Bondy
- les hôpitaux Beaujon et Bichat qui fusionnent pour créer l'hôpital Nord au prix de plus de 400 fermetures de lits et 1000 suppressions de postes !
- la juteuse fermeture de l'Hôtel Dieu qui doit être remplacé par centre commercial et restaurant de luxe ! … et bien d'autres à travers toute la France !

Décidément, on a pas les mêmes priorités. Si l'AP-HP et le gouvernement ne veulent pas rouvrir ces hôpitaux qu'ils ont eux-mêmes condamnés c'est parce qu'ils veulent à tout prix poursuivre leur fermeture… et ce en pleine épidémie ! Au moins c'est clair.

Pic-nic sous la neige

Pour remplacer le self, la direction a commandé des grands barnum. Vu les températures, est ce qu'on va avoir le droit à un brasero et des mitaines pour se réchauffer ?

Suite de l'opération de com' : formations éclairs

Alors qu'elle avait un an pour préparer cette 3ème vague, l'AP-HP persiste et signe dans son manque d'anticipation. Ils ont fait mine de découvrir la monté de l'épidémie il y a 2 semaines et ont envoyé en catastrophe former des IDE. C'est sûr qu'en commençant y a plus d'un an, ce qui aurait été logique, y aurait pas eu à faire des formations en 3 jours, y compris la nuit, pour être réquisitionnés en Réa juste derrière, avec tout le stress que ça implique !

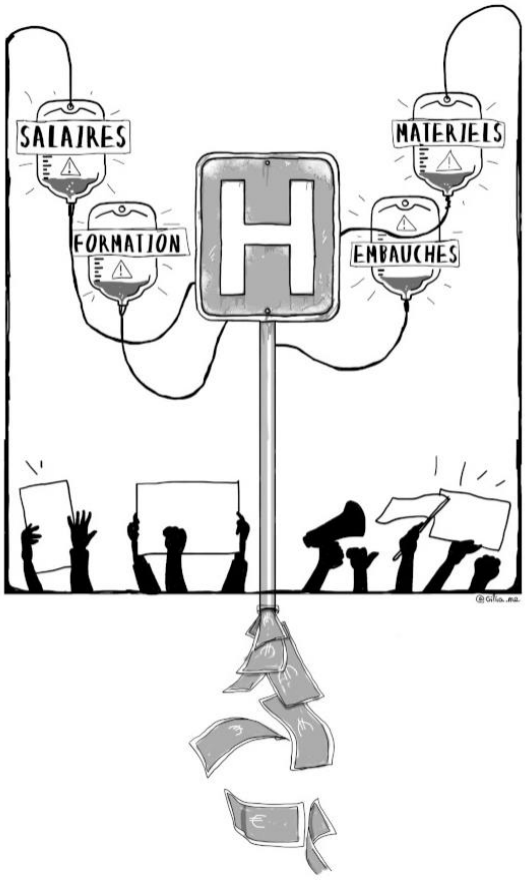
Et s'ils veulent plus d'infirmières en Réa et ailleurs, il n'ont qu'à embaucher ! L'excuse qui consiste à dire qu'il n'y a pas assez de soignants formés est un mensonge pur et simple : qu'ils titularisent les précaires et augmentent les salaires, y'aura tout de suite beaucoup plus de monde !

La direction en rêvait, le plan blanc l'a fait

La direction profite du plan blanc pour faire ce qu'elle veut avec nos congés. De nombreux collègues se sont vus annuler ceux d'avril par manque de personnel. L'épidémie a bon dos.

Après l'effort, toujours plus d'efforts

Macron, dans sa dernière allocution, a demandé aux soignants de faire plus d'efforts. Apparemment, se tuer à la tâche (sans embauches ni moyens) ne suffit plus… Attention Macron, des efforts, on risque bien d'en faire, mais pour dégager tout ce système qui ruine l'hôpital, les malades et ceux qui y travaillent !



La vie avant les profits !

Le gouvernement enchaîne les images de vaccinodromes et autres opérations chocs, alors que la vérité c'est qu'on ne manque pas de vaccinateurs mais de vaccins ! Il faut suspendre les brevets qui privent le monde de vaccins (les pays les plus pauvres, qui représentent 80 % de la population mondiale, ont accès à moins d'un tiers des vaccins !), mutualiser les procédés et réquisitionner toutes les capacités de production pour un accès universel, immédiat et effectif aux vaccins anti-covid. À commencer par les usines de Sanofi. Face à une pandémie comme il en arrive seulement tous les cents ans, scandale absolu, Sanofi, un des leaders mondiaux de la vaccination, produit des dividendes, 3,8 milliards d'euros l'an passé, produit des chômeurs, 5000 slariés licenciés en quelques années, encore 400 cette année… Mais ne produit pas de vaccins !

Écoles : victoire ou défaite ?

Avec le troisième confinement, le gouvernement a désavoué lui-même sa doctrine des écoles ouvertes coûte que coûte. Ce qui n'a pas empêché pas Blanquer de continuer à fanfaronner, osant déclarer le 1er avril qu'« avoir été en classe de septembre à mars a été une victoire »… alors que les contaminations ont explosé dans le milieu scolaire et que de nombreuses familles ou travailleurs de l'éducation en payent le prix fort. Le ministère de l'Éducation a refusé d'embaucher pour faire face à l'épidémie et de prendre des mesures pour alléger les effectifs des élèves. Résultat : on se retrouve dans la même situation qu'en mars 2020… et il en est fier !